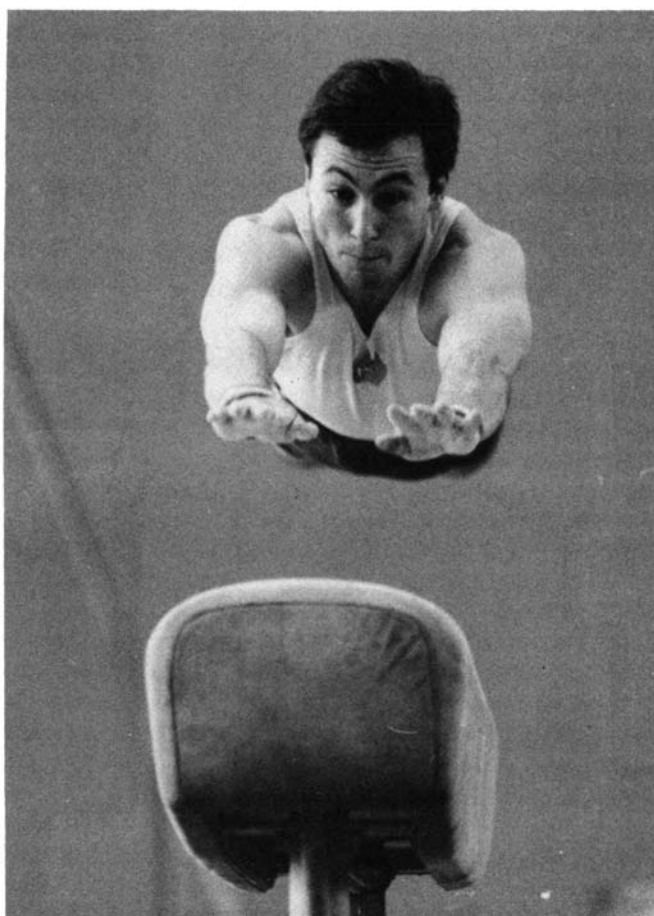




Robert  
Trottein\*

# Incitations du ministère de la Jeunesse et des Sports à l'innovation.

---



◀ Jean Caulier, *international de basket* (1976).

• Robert Trottein, Sous-Directeur de la Promotion sportive, ministère de la Jeunesse et des Sports.

**S**ERAIT-IL paradoxal qu'un ministère puisse avoir pour rôle d'inciter à l'innovation ? L'innovateur, sportif, technicien, industriel a-t-il besoin d'incitation extérieure au contexte même de son action pour créer, pour innover ? Le ministère chargé des sports, essentiellement tenu d'assurer l'équilibre dynamique de ce secteur d'activité, peut-il participer au processus de changement, d'innovation ?

Il est vrai que dans notre société, où la place laissée au loisir prend une importance croissante, les demandes d'activités sportives se développent et se diversifient. Pour être harmonieuse et cohérente avec les possibilités de pratique, les structures, les institutions et les équipements d'accueil, cette évolution du phénomène sportif doit s'appuyer sur une politique dynamique et innovante de promotion sportive et c'est là qu'intervient l'action du ministère.

## UNE POLITIQUE INNOVANTE DE PROMOTION SPORTIVE.

Se situer dans cette perspective suppose la reconnaissance de la place du sport dans les contextes socio-économique et socio-culturel, qu'il est « un élément fondamental de l'éducation, de la culture et de la vie sociale... » (loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives — article premier). Ainsi est-on à même de dépasser la conception simple des relations entre l'État, d'une part, les collectivités locales, le mouvement sportif, les médias, les milieux scientifiques, l'industrie, les partenaires étrangers, d'autre part, pour prendre pied dans un système d'interrelations où jouent les forces réelles et où s'organise l'essence même de cet ensemble que constitue le sport.

Dès lors, le ministère fonde délibérément son action sur l'intercommunication, la participation créatrice de tous et, ce faisant, favorise la croissance de la capacité organisatrice et inventive de l'ensemble des partenaires.

Cette démarche est difficile parce qu'il s'agit d'un changement mettant en cause la logique même de l'action étatique qui, d'un pouvoir de tutelle et de contrôle technique et financier, justifie son intervention en tant qu'un des éléments d'une dynamique technologique, industrielle, économique. Difficile aussi pour les entreprises du secteur de l'industrie du sport, qui ne peuvent plus s'appuyer sur l'ambivalence du pouvoir public — à la fois contrainte et soutien — pour garantir leurs propres perspectives d'action. Difficile, enfin, dans la phase de mouvement général qui affecte la structure même des pouvoirs publics par la décentralisation fondée sur la politique volontariste de destruction de la cohérence antérieure centralisée juridiquement et financièrement pour retrouver une cohérence nouvelle, génératrice d'un potentiel plus élevé en pouvoir d'imagination, de création et d'action.

Difficile donc, mais non impossible. Partout le besoin s'exprime d'une participation active au mouvement d'innovation basée sur une adhésion de partenaires intéressés aux projets. Cette participation requiert des intervenants la prise en compte des aspects technique, économique, social, culturel des projets. Elle suppose que le ministère dépasse les distinctions habituelles entre ses secteurs d'intervention dans les domaines de la pratique du sport, des équipements, des matériels, des sciences et de la recherche, pour engager un processus d'intégration dynamique de ses moyens.

Par ailleurs, cette perspective de polycentrisme implique l'intercommunication entre les pôles d'initiative, entre le sport, la recherche et l'industrie, entre l'action et la promotion. La reconnaissance du polycentrisme et l'intercommunication se justifient d'autant plus que nul parmi les partenaires ne peut dire quel est, entre le politique, l'économique, le scientifique, le sport, l'élément primordial vers lequel doivent converger les autres. Ces éléments ne peuvent être posés en terme de hiérarchie, ils sont simultanément fin et moyen et leurs relations sont tout autant complémentaires que concurrentes. La finalité du rôle des ministères est recherchée non plus de façon statique, rigide et contraignante, mais dynamique et vivante. Il s'agit non d'établir des relations formelles entre les différentes parties prenantes mais, dans le but d'associer les partenaires à une action commune, de remettre en question les principes de discipline scientifique particulière, de domaine exclusif d'action, qui découpent le sport en parts déterminées et ignorent que le sport dans ses approches multiples n'existe que du fait d'interrelations, d'interactions, d'oppositions et de complémentarité et, dans cette voie, la recherche scientifique et technique occupe une place privilégiée.

## LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE PROCESSUS D'INNOVATION.

De multiples raisons d'une grande diversité ont été avancées pour expliquer la situation actuelle de la recherche en activités physique et sportive. Sans reprendre les causes générales du retard de la recherche en France dans certains secteurs, notamment celui des sciences sociales dont relève pour une part importante l'étude du phénomène sportif, il est possible de dégager

plusieurs éléments d'explication spécifiques.

Le premier a trait à la définition même des activités physiques et sportives. Il s'agit d'un domaine dont les grandes lignes sont claires, concernant l'éducation physique scolaire, le sport de compétition mais dont les limites sont moins distinctes lorsque l'on considère une activité de loisir ou une activité physique destinée à améliorer l'adaptation au poste de travail. A l'absence de définition, s'ajoute une difficulté pour en déterminer la spécificité. La complexité de l'objet exige une interdisciplinarité qui a rebuté les scientifiques.

La dispersion des initiatives en découle. Faute d'une coordination mais mesurant néanmoins l'intérêt de certaines actions de recherche, les ministères, les universités, les fédérations sportives, ont engagé des travaux au cours des dernières années sur la base d'impulsions individuelles. L'organisation des milieux universitaires des sciences de la vie et la maturité des équipes de recherche a favorisé une réelle avancée des travaux dans ce secteur. Toutefois, l'image de la médicalisation excessive de la recherche en activités physiques et sportives a sans doute été un facteur limitant le développement général de la recherche. L'absence de structures, politique, administrative et scientifique, a renforcé le poids des initiatives personnelles.

Le troisième élément d'explication s'analyse en un défaut d'expression des besoins de recherches. Cela provient d'une appréciation insuffisante de l'importance de la recherche dans le domaine du sport par rapport à son impact économique pour la collectivité, à ses retombées sociales, au volume des moyens mis en œuvre par l'État et les collectivités publiques et à la nécessaire évaluation de l'effet des politiques sportives. Est à noter également le manque d'intérêt voire l'ignorance des milieux scientifiques pour le domaine des activités physiques et sportives et parfois lorsqu'il n'est pas ignoré, l'image dévalorisante que donnent à leurs yeux les travaux qui y sont entrepris.

Le dernier élément à souligner concerne le manque de moyens. Le développement de la recherche suppose que les unités et laboratoires de recherche soient assurés du concours stable de chercheurs confirmés et de jeunes chercheurs en formation. La précarité des situations s'oppose à l'engagement de programmes importants et maints intervenants considèrent que les questions de personnel — statut, formation, poste — sont d'importance majeure. Les moyens de financement se sont révélés faibles et surtout instables de telle sorte qu'une action continue n'a pu être menée.

Les perspectives d'action se situent dans les lignes générales de l'action nationale en faveur de la recherche telles qu'elles sont définies par la loi n° 82-560 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation de la recherche et le développement technologique de la France et dans le rapport sur la programmation et l'orientation de l'effort national de recherche et de développement technologique.

Les travaux intéressant le domaine du sport relèvent à la fois des programmes de recherche appliquée et finalisée et des programmes mobilisateurs pluri-annuels. Les premiers ont pour objet de répondre à la demande et aux besoins culturels, sociaux et économiques du pays, les seconds marquent les grandes actions

que le gouvernement veut engager sur la période quadriennale de 1982 à 1985 en suscitant et en organisant la participation des différents partenaires concernés.

Dans ce cadre, une action « sport » est inscrite au Fonds de la recherche et de la technologie et gérée conjointement par la mission scientifique et technique du ministère de l'Industrie et de la Recherche et la mission de la recherche du ministère Jeunesse et Sports. Trois domaines d'intervention ont été retenus comme prioritaires : les sciences de la vie, les sciences de l'homme et de la société, les matériaux.

## LES SCIENCES DE LA VIE.

Les recherches relatives aux sciences de la vie trouvent dans le sport et les activités physiques un objet et un terrain privilégiés. Elles ont connu un développement récent et notable par l'installation progressive de chaires de biologie et médecine appliquées aux activités physiques et sportives et par l'action de la DGRST qui, à partir de 1976, a permis l'engagement de projets portant notamment sur les thèmes suivants :

- détermination des critères physiques, biologiques, médicaux, psychologiques, liés à la pratique d'une activité déterminée,
- étude de la fiabilité des tests biologiques caractérisant les effets de l'exercice et de l'entraînement,
- analyse des effets de la pratique des activités physiques et sportives sur l'activité nerveuse et le comportement de l'individu.

Le programme pluri-annuel de recherche dans ce secteur scientifique portera sur trois champs : la recherche méthodologique, la pratique récréative du sport, le sport de haut niveau.

La recherche méthodologique vise à améliorer les méthodes d'observation de l'homme en situation en laboratoire et sur le terrain, et à caractériser la nature même de l'exercice.

L'observation de l'homme en situation en laboratoire implique un traitement des données expérimentales recueillies au cours des épreuves d'effort grâce à l'utilisation de système à microprocesseurs. En effet, seule l'utilisation de tels systèmes annexés aux appareils d'analyse permet le traitement *in situ* et en temps réel des variables biologiques recueillies au cours de l'épreuve d'effort et ainsi de moduler le déroulement de celle-ci. Sur le terrain, l'étude est souvent indispensable faute pour le modèle expérimental constitué par l'épreuve d'effort en laboratoire, de rendre compte de la performance d'un sportif en situation. L'apparition du matériel monitoring ambulatoire est, dès lors, bien adaptée à de tels besoins.

Les applications possibles supposent un développement des capteurs, des techniques de mémorisation et d'exploitation des données, adaptés aux contraintes de l'exercice (en particulier, le faible poids et le faible encombrement accompagnés d'une autonomie suffisante), sans que, pour autant, la fidélité et la fiabilité des mesures s'en trouvent diminuées.

D'autre part, en ce qui concerne le développement du monitoring ambulatoire, la physiologie des activités sportives peut constituer un banc d'essai du matériel et des techniques, particulièrement exigeant en raison des

contraintes de l'exercice, permettant de larges applications en ergonomie, en prévention médicale et dans toute approche quantitative des activités humaines.

Outre les méthodes permettant d'analyser le retentissement de l'activité physique sur l'organisme de l'individu, il convient de mettre au point les techniques qui permettent de caractériser la nature même d'un exercice ainsi que les enchaînements d'exercices différents.

A la différence d'une situation expérimentale simple, l'activité physique représente une situation complexe où, dans l'instant, le nombre de paramètres qui doivent être maîtrisés sont très nombreux car chaque exercice a des caractéristiques différentes et ne met pas en jeu les mêmes facultés bio-énergétiques et neuro-musculaires de l'organisme. De plus, l'enchaînement des exercices crée des interférences au niveau des sollicitations auxquelles sont soumises les diverses fonctions de l'organisme.

Un effort de rationalisation et de codification de l'entraînement physique paraît donc souhaitable et doit être entrepris, tant pour les activités physiques de loisir que pour le sport de haute compétition.

Le sport comme activité de loisir et récréative traduit la confrontation de notre civilisation industrialisée au problème original pour l'espèce humaine qu'est celui de la sédentarité, conséquence de l'urbanisation croissante et de la mécanisation des moyens de travail et de transport.

Les conséquences physiopathologiques de cette sédentarité de même que le volume et l'intensité de l'activité physique nécessaires pour en limiter les conséquences sont encore mal connus et devraient être analysés.

Des recherches complémentaires doivent être également menées afin de déterminer les sports de loisir les mieux adaptés au regard de la physiologie et de la psychologie des sujets. Dans ce domaine du « Sport pour tous » certains secteurs méritent le développement de travaux de recherche originaux. Ainsi en est-il de l'exercice physique considéré comme moyen de réinsertion sociale dans le cas des handicapés physiques et mentaux ou encore de certains convalescents tels que les malades cardiaques ou encore le troisième âge. Dans ces populations, les indications et les limites d'une pratique sportive doivent être bien définies ainsi que les résultats positifs ou négatifs que l'on peut en attendre. Il faut souligner enfin que les contenus des travaux sur les thèmes prioritaires que sont les modifications de l'organisation du travail, la santé et le vieillissement des travailleurs, ne paraissent pouvoir être pleinement satisfaisants s'ils ne prennent pas en compte les activités physiques professionnelles, le sport comme moyen d'équilibre et d'épanouissement du travailleur.

La pratique sportive de haute compétition soumet l'individu à des exigences spécifiques, mais dont les caractéristiques sont, pour une large part, généralisables à l'homme en situation d'effort. Cela impose des contraintes particulières à la médecine et la biologie du sport aux plans de la thérapeutique et de la prévention.

La thérapeutique suppose la définition de démarches originales. En effet, il s'agit de guérir le plus rapidement possible, en interrompant au minimum l'entraî-

nement physique (une interruption de huit jours risque de compromettre la suite de la préparation), sans séquelles (la moindre d'entre elles insignifiante chez le sujet normal, devient un handicap irréversible pour l'athlète de haut niveau), et en utilisant des médicaments qui ne risquent pas d'être assimilés à des produits dopants lorsqu'un traitement doit être instauré pendant la période de compétition. Sur le plan de la prévention, il s'agit de connaître et de contrôler les conséquences sur l'organisme de la charge de travail que représente l'entraînement physique de l'athlète de haut niveau et l'environnement dans lequel s'effectue cet entraînement.

L'adaptation de l'organisme à l'entraînement physique doit être considéré sous les aspects bio-énergétique, neuromusculaire et psychologique, qui de façon directe ou indirecte, impliquent l'ensemble des organes et des grandes régulations fonctionnelles. Dans ces domaines, la poursuite des recherches de base permettra de caractériser ce qu'il est convenu d'appeler l'état de forme propre à chaque discipline sportive et de définir les grandes règles des entraînements qui permettent d'y conduire. En outre, il est important et complémentaire de caractériser l'état de surentraînement.

Les recherches relatives à l'environnement dans lequel s'effectue l'entraînement physique concernent les relations entre l'athlète et :

- le milieu dans lequel il évolue, milieu aquatique ou aérien, hypobare, normobare ou hyperbare ;
- le terrain sur lequel il exerce ses activités, constitution de terrains de jeu, pistes, fosses de réception... ;
- le matériel qu'il utilise, ski, raquette, perche... ;
- les protections dont il s'entoure, chaussures, vêtements, cordes...

Chacune de ces relations a des conséquences plus ou moins bénéfiques sur l'état physique de l'athlète. Il s'agit, là encore, d'entreprendre un effort de systématisation des causes et des effets.

## LES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS SPORTIFS.

Cette action participe à la poursuite des objectifs visés par la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France qui se traduisent par la mise en application du programme de développement technologique du tissu industriel.

Ce programme a pour objet d'améliorer et de renforcer l'efficacité de l'industrie française dans l'exploitation des résultats de la recherche. Il comprend notamment les actions suivantes :

- favoriser la pénétration des technologies nouvelles dans le tissu industriel,
- animer les échanges entre industriels et laboratoires publics sur le plan régional,
- permettre les transferts technologiques des grandes entreprises vers les PMI,
- favoriser toute forme de recherche collective en association.

L'essor important des activités sportives, ces dernières années, a développé un vaste marché de matériels collectifs et individuels. La participation active des

industries d'équipements et de matériels sportifs permet à cette action l'apport de technologies nouvelles aux petites et moyennes entreprises, une meilleure analyse des marchés, des relations plus cohérentes avec les laboratoires et les fédérations sportives.

Le rapport au ministre de la Recherche et de l'Industrie sur les matériaux présenté par Jean-Pierre Causse souligne la place du sport et des loisirs dans ce secteur et le transfert de technologie dont il tire partie par l'utilisation des matériaux modernes tels que les polymères, les composites et les alliages spéciaux et des technologies mises au point dans d'autres secteurs d'application comme l'aérospatial. Ainsi, le rapport indique qu'en 1981 la consommation de fibres de verre pour l'ensemble des sports et des loisirs a atteint 4100 tonnes alors qu'elle était de 6000 tonnes dans l'industrie automobile. De même les fibres de carbone sont consommées à hauteur de 19 % dans la production d'équipements et de matériels sportifs alors que la part respective de l'aérospatial et de l'automobile est de 47 %.

Les exemples précédents illustrent l'importance prise par les matériaux composites dans les matériels de sport. Un ski est aujourd'hui constitué par une dizaine de matériaux différents : ils doivent avoir en commun une haute limite élastique, y compris aux plus basses températures (-30, -40°), allée à une bonne résistance à l'effet combiné pression-température indispensable au moulage des skis. Leur résistance à l'humidité, au vieillissement sous l'effet des rayons ultra-violets et des chocs thermiques et à la fatigue doit être également excellente.

Il est clair que ces ensembles nécessitent des recherches sur les techniques d'assemblage (collage, moulage, etc.) et des modèles de prévision à long terme du comportement des matériaux (vieillesse, fatigue, fluage) ainsi que des études sur le mécanisme de la rupture. Dans de nombreux cas des améliorations peuvent être apportées par l'emploi de matériaux absorbant les vibrations. Les procédés d'injection, d'extrusion, de rotomoulage des polymères permettent le développement très rapide de nouveaux produits à l'exemple de la planche à voile.

Les sports et les loisirs constituent, par leur fort impact collectif, un banc d'essai privilégié et une excellente promotion pour les matériaux nouveaux. On peut donc penser que l'utilisation des matériaux les plus modernes va se poursuivre.

L'accent mis sur les matériaux et matériels sportifs n'exclut cependant pas l'engagement de travaux sur les installations nécessaires à la pratique sportive, sols sportifs, salles, piscines. Ainsi, en matière d'acoustique, la taille des équipements, la concentration des usagers, la multiplication des surfaces réfléchissantes (plans d'eau, sols...) posent rapidement de graves problèmes de niveau sonore (105 DBS relevé en piscine pour une fréquentation moyenne). Il s'ensuit une fatigue des usagers, des contraintes très difficiles pour l'enseignement, l'impossibilité de valoriser les équipements par la création d'ambiance sonore, de mauvaises conditions pour organiser la polyvalence.

La recherche s'oriente sur la définition d'absorbant et notamment de produits à la fois absorbants et isolants

thermique, sur la forme des salles, sur les conditions de création de zones de silence et de repos restant liée avec le centre principal d'activité (en piscine de loisir, par exemple).

L'éclairage pose des problèmes d'une autre nature : comptabilité entre les contraintes liées à l'éblouissement (qui amenait à préférer les vitrages en façade nord) avec les nécessités de l'architecture bio-climatique ; maîtrise et modulation de la lumière sur des points préférentiels ; rendu des couleurs, uniformité de l'éclairage, lutte contre la fatigue visuelle et l'éblouissement par les sources lumineuses artificielles, impact sur l'appréciation des vitesses et des mouvements.

Sur le plan thermique et le conditionnement d'air, il s'agit d'obtenir les meilleures conditions de confort pour le coût d'exploitation minimal. Des recherches sont notamment à envisager sur la maîtrise des vitesses des filets d'air créateurs d'inconfort, le chauffage par rayonnement appliqué au grand volume, au regard des questions portant sur l'énergie à employer, la forme et l'emplacement des appareils, la création de zones de microclimats à l'intérieur des ensembles sportifs et de loisirs, l'application des principes de l'architecture bio-climatique aux équipements sportifs et utilisation des énergies renouvelables.

Pour les sols sportifs, il faut souligner l'intérêt des travaux relatifs à l'amélioration des qualités et des conditions d'utilisation des sols gazonnés, par la sélection des gazons, l'évolution dans la définition des substrats, l'amélioration des systèmes de drainage et notamment des nouveaux systèmes à fente de suite, la recherche de meilleures performances dans des techniques d'entretien et de réfection. En matière de sols artificiels, des matériaux nouveaux et des méthodes de contrôle et d'analyse sont mis au point. Ils permettent d'obtenir la continuité des caractéristiques des produits finis, contrôle de la durabilité (usure par abrasion en fonction des sollicitations particulières à chaque sport) ou des caractéristiques particulières (étude des rebonds des balles) déterminantes pour certains sports comme le tennis.

## LES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ.

Ce secteur de la recherche scientifique est essentiel pour une meilleure connaissance du phénomène sportif, des processus de développement des pratiques d'activités physiques, de l'adéquation des modalités d'action à leurs finalités.

Les travaux menés jusqu'à présent et les projets présentés conduisent au constat d'une très grande diversité des thèmes et des problématiques ayant pour objet le sport et les activités physiques : sociologie, économie, droit, sciences politiques, art, urbanisme, philosophie, sciences de l'éducation.

L'absence d'une politique de recherche cohérente et suivie dans ce secteur a eu pour conséquence une faiblesse des matériaux permettant aux chercheurs d'appuyer leurs travaux sur des données quantitatives ou qualitatives appropriées.

Le premier objectif consiste donc dans la conception et la mise en œuvre d'un système d'information sur

les pratiques du sport et des activités physiques, sur leurs facteurs d'évolution, sur la dynamique sociale et culturelle en liaison avec ces pratiques. S'appuyant sur les méthodes modernes de la statistique, ce système d'information doit être conçu pour être relié aux grandes enquêtes, de l'INSEE ou du CREDOC par exemple, dans le but de bénéficier de l'effet multiplicateur de cette relation.

Conjointement, il convient de développer un axe de recherche sur le sport en tant que phénomène social en identifiant les intervenants publics et privés, leurs instruments (politiques, réglementaires, économiques, informationnels, etc.) et leurs relations. Cette analyse est destinée, notamment, à situer l'impact de l'action publique sur les orientations des pratiques par rapport à celles des partenaires de l'État ou des collectivités publiques dans ce domaine.

Plus globalement, l'approche consiste dans l'examen des interactions des changements économiques, socio-démographiques, technologiques, politiques, qui se conjuguent pour créer l'environnement opérationnel. L'analyse isolée de n'importe quel facteur ne peut que nous amener à une vision inexacte de l'avenir. Ainsi, par exemple, on ne peut définir certaines « contraintes » économiques comme telles que dans un contexte social et politique particulier. De même, beaucoup de possibilités technologiques ou d'innovations sociales peuvent être inapplicables si les obstacles économiques ou culturels les en empêchent.

Dès lors, le passage par une analyse de la production de biens et services, marchands et non marchands, des rapports de consommation relatifs aux activités physiques et sportives liés au comportement des ménages, des groupes, des collectivités, est nécessaire. Mais il est tout autant nécessaire d'engager ces travaux dans un cadre et selon des processus à même de permettre aux intervenants d'appréhender le système au sein duquel jouent les interactions.

La recherche scientifique et l'innovation technologique forment un ensemble polymorphe, dont la promotion par le ministère chargé des sports se conjugue avec la conception de nouvelles structures institutionnelles traduisant une réelle innovation sociale.

## INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET INNOVATION INSTITUTIONNELLE.

Le temps est révolu, où des inventeurs de génie participaient largement à la création de produits nouveaux et si aujourd'hui le concours Lépine perdure, la réalité des processus d'innovation technologique procède essentiellement de l'approche rationnelle, scientifique et industrielle.

Les fédérations sportives ont un rôle majeur concernant les industries du sport. Elles sont les mieux à même de contribuer à la définition précise des exigences opérationnelles et fonctionnelles du produit, à collecter les documents de référence, les résultats de l'expérience, à établir une spécification de base. En aval de la production, l'exercice de leur activité au plan international peut en faire le support irremplaçable de la promotion des matériels nouveaux.

La convergence de la recherche, la technologie,





*Entraînement d'enfants en piscine.*

l'industrie et du sport, explique l'émergence de structures institutionnelles nouvelles et l'évolution récente de structures anciennes.

Trois dispositions de la loi relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives sont à cet égard à mettre en lumière.

La première concerne la création du conseil national des activités physiques et sportives composé de toutes les parties concernées par les activités physiques et sportives. Ce conseil, dont le pouvoir est consultatif, donne notamment son avis sur les projets de textes présentés en application de la politique sportive et tient à la disposition du ministre chargé des sports, tous les deux ans, un rapport sur le bilan et les perspectives du développement des activités physiques et sportives. Ce conseil national représente un élément novateur dans le système institutionnel français et constitue le seul cadre au sein duquel pourront se rencontrer les représentants des pouvoirs publics nationaux et territoriaux, des pouvoirs sportifs, des partenaires sociaux.

La seconde innovation institutionnelle de la loi a trait à la création du comité national de la recherche et de la technologie. Placé sous la tutelle des ministres chargés de la Recherche, de l'Éducation nationale, de la Santé et des Sports, le comité a pour mission, dans le cadre des instances de la recherche existantes, d'impulser et de promouvoir la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine des activités physiques et sportives.

Enfin, dernière novation de la loi sur le sport, mais qui reprend une des dispositions de la loi n° 82-610

du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement de la France, la création de groupement d'intérêt public. Les groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués soit entre les personnes morales de droit public, soit entre une ou plusieurs d'entre elles et une ou plusieurs personnes morales de droit privé pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités d'intérêt commun ayant un rapport avec l'objet de la loi sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives.

Sur le fondement de la loi du 15 juillet 1982 déjà, un projet a été formulé et présenté par l'université de Saint-Étienne, dénommé « Effets de l'exercice sur le système cardio-respiratoire et les tissus de soutien », sur lequel se sont regroupés, outre sept laboratoires et la mission à la recherche de l'université de Saint-Étienne, le ministère de la Jeunesse et des Sports, l'INSERM, le CNRS, la ville de Saint-Étienne, le département de la Loire et la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Étienne et Montbrison. Ce groupement a pour objet :

- l'étude des effets de l'exercice sur le système ostéo-articulaire, les muscles et les tendons, les systèmes cardio-respiratoires et sanguins ;
- l'enseignement et le perfectionnement des cadres en activités physiques et sportives ;
- le développement technologique des produits et équipements liés à la pratique de l'exercice dans les domaines médicaux, sportifs et professionnels ;

- l'étude des incidences dans l'exercice musculaire en santé publique.

Il ne fait aucun doute que la nouvelle structure institutionnelle du GIP est susceptible de répondre au besoin de support juridique et financier pour des actions mettant en relation partenaires publics et privés.

Procédant de la même démarche des associations se sont créées ou transformées afin d'améliorer, par exemple, l'information documentaire, le transfert technologique dans les industries nautiques, l'équipement et le matériel sportif.

Promouvoir les échanges et la circulation de l'information documentaire en langue française dans le domaine des activités physiques, sportives et de loisirs est l'objet de l'association SPORT-DOC. L'association envisage de produire, exploiter et diffuser en 1985 une base de données informatisée « HERACLES » et, dans ce but, anime et coordonne un réseau de centres gestionnaires de la documentation sportive. Elle produira et diffusera des documents écrits résultant de l'exploitation de la base et coopérera, au plan international, avec les centres étrangers francophones. Les personnes associées sont les ministères de la Jeunesse et des Sports et de l'Éducation nationale, l'Institut national des sports et de l'éducation physique, l'École nationale de ski et d'alpinisme, l'École nationale de voile, l'École nationale d'équitation, les CREPS de Bordeaux, Houlgate, Nancy, Mâcon, Poitiers, Aix-en-Provence, les UEREPS de Nanterre, Nancy, Paris V, Caen, Lille, Bordeaux II, Lyon I, Rennes, la bibliothèque interuniversitaire d'Aix-Marseille, le Comité national olympique et sportif français, la Fédération nationale des constructeurs d'ensembles sportifs et de loisirs, l'Association française pour le développement des équipements de sports.

Cette dernière est un second exemple d'association, dont l'intérêt est évident dans une perspective de convergence. Ayant pour but la promotion des équipements et des matériels sportifs et de loisirs, elle utilise comme principe d'action la coopération entre les instances administratives, les chercheurs, les partenaires professionnels et les utilisateurs, et l'incitation aux innovations en matière de conception, construction, gestion, aménagements. L'AFDES rassemble, suite à la modification de ses statuts au début de l'année, les représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports, des fédérations professionnelles, FNCESEL et FIFAS, du CNOSF et des Fédérations sportives, des collectivités locales, des concepteurs, architectes et bureaux d'études. Une des priorités de son action en terme d'évolution structurelle concerne son implantation régionale et la promotion internationale.

Dernier exemple, l'Institut national d'essais et de recherches nautiques. Dans ce secteur spécifique du sport et de l'industrie, cette association constitue une structure opérationnelle d'essais, de mesures, de recherche, *in situ* portant sur les bateaux de plaisance, le matériel nautique et les équipements de sécurité. Ses activités visent à créer un lien étroit, au sein d'un organisme national, entre les professionnels et industriels de la plaisance, les utilisateurs tels la Fédération française de voile et l'École nationale de voile, les scientifiques — qu'ils soient dans les laboratoires universitaires, publics ou privés — les pouvoirs publics, ministère de la

Mer et ministère de la Jeunesse et des Sports.

Point n'est besoin de multiplier au-delà les exemples récents d'institutions nouvelles pour prendre la juste dimension du réseau de relations qu'elles soutiennent, atout déterminant pour faire de la promotion des innovations technologiques et sociales une part notable de la promotion sportive. Le dynamisme provoqué par la nouvelle politique sportive, les jeux Olympiques de Los Angeles, les travaux préparatoires à la loi sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, ont permis d'accélérer le processus reliant le mouvement sportif, les milieux scientifiques et industriels, les pouvoirs publics.

Dès lors, peut-on trouver paradoxal l'intervention du ministère dans cette ligne d'action ? Bien au contraire, à l'heure de la décentralisation et du développement de la vie associative, l'administration de mission, vocation du ministère de la Jeunesse et des Sports, s'affirme avec plus de netteté.